



**SANITATION
AND WATER
FOR ALL**



unicef 
for every child

RAPPORT DE LA RÉUNION DES MINISTRES DU SECTEUR

18-19 MAI 2022
JAKARTA, INDONÉSIE



 **RMS**
#2022SMM



Table des matières

INTRODUCTION

- 2 Les réunions de haut niveau de SWA
- 3 La réunion des ministres du secteur 2022 : Mieux avancer pour la reprise et la résilience
- 4 La préparation: Le processus préparatoire de la SWA pour la RMS 2022
- 6 La RMS 2022 en un coup d'œil
- 8 L'engagement des jeunes à la RMS 2022

RÉSUMÉ DES SESSIONS

- 10 L'inauguration de la RMS 2022 et la plénière d'ouverture
- 14 Plénière : Le rôle du leadership politique
- 16 Dialogues ministériels : De la triple crise à la triple victoire : Le rôle du leadership politique
- 20 Plénière : Gouvernance et finances: Réformes pour la reprise et la et la résilience à long terme
- 22 Dialogues ministériels : Une reprise durable grâce aux réformes et à l'action collective
- 24 Dialogues ministériels : Financer le redressement et la résilience
- 28 Plénière : La redevabilité, ça compte ! Renforcer les partenariats, accélérer les progrès et développer la résilience
- 30 Dialogues ministériels :La redevabilité pour le progrès : Renforcer la résilience et ne laisser personne de côté
- 32 Présentation des engagements : l la redevabilité à la RMS 2022
- 34 " Ramener la RMS à la maison" Plénière de clôture

CONCLUSIONS

- 36 Réflexions clés et faits marquants de la RMS 2022
- 37 Résultats de la RMS 2022
- 39 Remarques de clôture de la PDG de SWA

Réunions de haut niveau de SWA

Les réunions de haut niveau de SWA constituent le point culminant du travail mené par le partenariat. Uniques dans le secteur, elles représentent l'activité la plus visible de SWA. Programmées sur des cycles de 18 mois, les Réunions des ministres des finances (RMF) et les Réunions des ministres du secteur (RMS) sont organisées en alternance. Ces deux types de réunion de haut niveau donnent à des ministres du monde entier l'occasion de se réunir et de partager leurs expériences, leurs réussites, leurs priorités et les difficultés que leurs pays ont dû affronter. Les ministres responsables de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) travaillent ensemble et collaborent également avec les titulaires d'autres portefeuilles, comme l'économie. Ils sont également rejoints par des partenaires de SWA issus de la société civile, du secteur privé, d'organismes d'assistance extérieure, d'universités, de fournisseurs de services, de régulateurs, d'organismes de l'ONU et de donateurs. Ils abordent ensemble les obstacles et recherchent des méthodes pour garantir les droits humains à l'eau et l'assainissement pour tous. Tous les

participants partagent un même objectif fondamental : contribuer aux progrès vers des services vitaux d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène accessibles à tous.

L'impact de ces rassemblements peut être très significatif. Elles consolident les relations, améliorent la redevabilité et renforcent la notion d'objectif commun. Elles inspirent la volonté politique et réaffirment que la réalisation des droits humains à l'eau et l'assainissement est possible et même indispensable. Les réunions de haut niveau de SWA offrent une occasion unique de faire bouger les lignes à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Il n'est plus à démontrer que les événements qui rassemblent des figures d'autorité et des experts favorisent la prise de décisions pertinentes et font avancer les politiques et les actions à l'échelle mondiale en faveur de l'assainissement et de l'eau pour tous, en tout temps et en tout lieu.



Réunion des ministres du secteur 2022 : Mieux avancer pour la reprise et la résilience

La Réunion de haut niveau de SWA organisée en 2022 était une Réunion des ministres du secteur (« RMS »). Il s'agissait du premier événement majeur organisé en présentiel par le partenariat depuis le début de la pandémie de COVID-19, et du plus ambitieux à ce jour puisqu'il offrait aux participants une occasion décisive de tisser des liens avec d'autres secteurs alors que le monde se remet du plus grand choc qu'il ait connu de mémoire d'homme.

D'une durée de deux jours, la réunion a été accueillie par le Gouvernement indonésien et organisée conjointement avec l'UNICEF. Pour la première fois dans l'histoire des réunions de haut niveau de SWA, des ministres responsables de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène se sont réunis avec leurs homologues du climat, de l'environnement, de la santé et de l'économie. Cette réunion a permis à des dirigeants du monde entier de travailler ensemble sur l'identification de méthodes innovantes pour renforcer le niveau de priorité politique accordée à l'eau, l'assainissement et l'hygiène en cherchant comment intégrer ces services vitaux aux politiques et stratégies nationales en matière de climat, de santé et d'économie. Des partenaires de tous les groupes catégoriels de SWA (gouvernements, organisations de la société civile, secteur privé, organismes d'assistance extérieure, instituts de recherche et d'enseignement et entreprises de services publics et régulateurs) étaient représentés dans les discussions.

La réunion a eu lieu à l'issue d'un processus préparatoire de six mois mené aux niveaux national et mondial. Ce processus, qui impliquait des centaines de partenaires et de parties prenantes, a permis de renforcer les liens entre le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène et d'autres secteurs qui en dépendent pour atteindre leurs propres objectifs en matière de développement.

Afin d'offrir aux ministres et aux parties prenantes une plateforme de confiance leur permettant d'échanger sur des problématiques complexes, de mieux les comprendre et de trouver des solutions, les deux journées de réunion ont associé des séances plénières ouvertes à tous les délégués et 28 séances de « dialogues ministériels » organisées dans le respect de la règle de Chatham House. Les séances étaient centrées sur les principaux objectifs de la Stratégie 2020-2030 de SWA :

- Susciter et maintenir la volonté politique de mettre fin aux inégalités en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ;
- Rassembler les parties prenantes pour renforcer les performances des systèmes et attirer de nouveaux investissements ;
- Défendre des approches multipartites pour atteindre l'accès universel aux services EAH et renforcer la coordination et la redevabilité dans le secteur.

La réunion a débouché sur une déclaration officielle des participants dans laquelle le partenariat s'engage à agir de façon urgente sur plusieurs fronts : élever le **leadership politique** au sein des différentes instances gouvernementales pour mettre l'accent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ; soutenir les **réformes** pour consolider la reprise et renforcer l'accès aux services ; rechercher des **méthodes innovantes pour trouver des ressources** et soutenir une économie verte ; et, enfin, favoriser la **redevabilité** comme pilier des progrès, de la collaboration, de la participation et de la résilience nationale.



Le processus préparatoire en amont de la RMS 2022 de SWA

Les réunions de haut niveau de SWA sont systématiquement précédées d'un processus préparatoire multipartite d'une durée de six mois. Ce travail mené en coulisses est indispensable à la réussite de ces événements. Le processus préparatoire de cette Réunion des ministres du secteur a commencé au dernier trimestre 2021 dans toutes les régions du partenariat mondial.

Comme lors des précédentes réunions de haut niveau, ce processus préparatoire s'est appuyé sur des discussions menées aux niveaux national, régional et mondial qui ont permis aux partenaires d'analyser ensemble les progrès, d'identifier les goulets d'étranglement et les réussites et de s'entendre sur les prochaines actions conjointes. Ces dialogues multipartites donnent aux partenaires de SWA une occasion précieuse de tisser des relations plus étroites avec les ministres, avec les décideurs politiques et entre eux, ainsi qu'avec d'autres professionnels issus de secteurs connexes. Elles permettent de définir des objectifs conjoints et de les poursuivre à travers un processus de redevabilité mutuelle. Pour la première fois, les partenaires ont invité leurs homologues des secteurs du climat, de l'environnement, de la santé et de l'économie à participer à ces échanges. Ils ont abordé des thèmes tels que l'intégration de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène dans les engagements et plans climatiques formels définis dans le cadre de l'Accord de Paris, et les améliorations à apporter à la riposte contre la COVID-19 et aux plans de relance économique.



Préparation à la RMS 2022 : « Synthèses pays »

Les synthèses pays sont des notes rédigées à travers un processus multipartite pour aider à informer les ministres et améliorer la vision des partenaires sur leur secteur à l'approche des réunions de haut niveau de SWA.

Dans le cadre de la RMS 2022, elles ont été utilisées pour apporter aux ministres des renseignements sur le climat, l'environnement, l'économie, la santé ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les synthèses comprennent les actions déjà convenues entre les partenaires et formulées dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA.

Aux activités nationales et régionales sont venus s'ajouter une série de webinaires organisés par le secrétariat de SWA pour permettre aux partenaires de partager leurs réflexions et leurs expériences. Ces webinaires ont enclenché une dynamique sur laquelle les partenaires ont pu s'appuyer pour renforcer la coordination et la recherche d'objectifs communs. Avec la RMS, tous les partenaires ont face à eux un même horizon vers lequel orienter leurs efforts mutuels.

Préparation à la RMS 2022 : « Semaines d'action »

Dans le cadre du processus préparatoire, des « semaines d'action » spéciales ont été organisées dans une douzaine de pays des différentes régions au cours des six mois précédant la RMS. Ces semaines d'action analysent les liens entre les activités de communication et de plaidoyer pour améliorer la visibilité et la participation. Elles incluent des interventions dans les médias (presse, télévision et radio) aux côtés de décideurs de haut niveau, des dialogues interministériels, des rencontres multipartites, des ateliers, de nouvelles analyses des données et des visites de terrain.



« Le voyage compte tout autant que la destination et celui qui nous a menés jusqu'à Djakarta a été passionnant et intense. »

Catarina de Albuquerque, PDG, SWA

Voici un aperçu des travaux menés pour préparer la RMS 2022.

Si ce tableau ne montre qu'une partie des efforts menés par le partenariat pendant le processus préparatoire, il donne toutefois une idée de l'ampleur de la collaboration et des échanges permis par les réunions de haut niveau de SWA dans le monde avant même leur commencement.

DÉCEMBRE 2021	JANVIER 2022	FÉVRIER 2022	MARS 2022	AVRIL 2022	MAI 2022
Inde : Premier échange téléphonique bilatéral pour réunir les partenaires et commencer le processus préparatoire de la RMS.	Malawi : L'équipe responsable du mécanisme de redevabilité mutuelle dans le pays rédige la feuille de route nationale pour la RMS.	Libéria : Les partenaires, y compris des législateurs et des OSC se réunissent pour échanger sur les nouveautés de la Commission EAH nationale.	Mali : Approbation du Plan d'action national et des principales activités de préparation de la RMS.	Ouganda : Le Gouvernement et les partenaires, y compris les OSC et le secteur privé, se réunissent pour préparer la RMS.	Libéria : Le Gouvernement et les OSC se réunissent pour échanger sur les engagements du mécanisme de redevabilité mutuelle et préparer la RMS.
Espagne : Le Gouvernement et le secrétariat de SWA se réunissent pour évoquer une future coopération à l'approche de la RMS.	Monde : Première réunion de la task team RMS dirigée par le groupe de travail sur le dialogue politique de haut niveau.	Sierra Leone : Les parties prenantes se réunissent pour discuter des engagements en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène en vue du RMS.	Panama : Les Ministères de la santé et de l'environnement se réunissent pour coordonner le processus préparatoire de la RMS.	Suriname : Les Ministères des ressources naturelles, des finances et de l'environnement se réunissent pour préparer la RMS.	Monde : Les représentants de la jeunesse publient une déclaration appelant les dirigeants gouvernementaux à inclure pleinement les jeunes leaders dans les processus décisionnels.
Zimbabwe : Cinq ministères se joignent aux partenaires pour commencer à préparer la RMS.	Mexique : Premier appel bilatéral pour discuter de la préparation du RMS.	Monde : Trois groupes catégoriels de SWA (organismes d'assistance extérieure, secteur privé et entreprises de services publics et régulateurs) se réunissent pour coordonner leurs efforts dans le cadre du processus préparatoire de la RMS.	Brésil : Visite de la PDG de SWA pour aborder les bonnes pratiques et préparer des données régionales destinées à la RMS.	Pérou : Des experts de l'eau et des changements climatiques se réunissent en amont de la RMS.	Pakistan : « Appel à l'action » multipartite à l'approche de la RMS. Kenya : Des partenaires de tous les groupes catégoriels de SWA se réunissent pour examiner les progrès sur les engagements sectoriels et la redevabilité.
Lesotho : Le Gouvernement et six partenaires clés définissent ensemble un plan d'action pour le processus préparatoire de la RMS.	Monde : Les réunions organisationnelles RMS entre le gouvernement indonésien et SWA commencent sur une base bihebdomadaire.	Honduras : La préparation à la RMS s'appuie sur le processus de planification multipartite dirigé par le Gouvernement et incluant la société civile, les instituts de recherche et les organismes d'assistance extérieure.	Sierra Leone : Premier examen multipartite des engagements sectoriels et de la redevabilité au niveau national à l'approche de la RMS.	Bangladesh : Le réseau d'OSC se réunit pour discuter des préparatifs de la RMS.	Amérique latine et Caraïbes : Des représentants de plusieurs ministères et de neuf pays ont organisé une dernière séance préparatoire régionale baptisée « En route vers l'Indonésie ».
Monde : Webinaire no 2 : Intégrer l'eau et l'assainissement dans la planification et le financement de la lutte contre les changements climatiques.	Monde : Séminaire web de la RMS #3 : Focalisé sur la façon dont la gestion des crises informe les processus de préparation des pays pour la RMS.	Indonésie : Plus de 100 acteurs du secteur se réunissent pour examiner les engagements et la redevabilité dans le secteur en amont de la RMS.	Asie du Sud : Dans le cadre du processus préparatoire de la RMS, l'Asie du Sud organise un webinaire sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène et sur l'action climatique.	Monde : Les OSC élaborent des plaidoyers conjoints visant à démontrer comment le fait de garantir les droits humains à l'eau et à l'assainissement contribue à renforcer la résilience face aux crises actuelles et futures.	Indonésie : Événement organisé pour mobiliser les entreprises et les acteurs philanthropiques afin qu'ils soutiennent le secteur à l'approche de la RMS.

Coup d'œil sur la RMS 2022



Processus préparatoire :



« Semaines d'action » dans **12** pays à travers toutes les régions

Des douzaines de conversations avec des OSC et d'autres groupes catégoriels dans plus de **30** pays

26 synthèses pays rédigées et actualisées



Accord formel sur des conclusions spécifiques et des actions concrètes dans

3 domaines clés



66 nouveaux engagements au titre du mécanisme de redevabilité mutuelle, dont **19** liés au climat

50 rapports d'avancement sur les engagements existants soumis

Participation des jeunes à la RMS 2022

Pour la première fois lors d'une réunion de haut niveau de SWA, les jeunes ont été officiellement invités à participer au processus préparatoire de la RMS ainsi qu'à l'événement proprement dit.

En amont de la réunion, des organisations de jeunes de SWA se sont réunies pour définir un ensemble de messages et de recommandations particulières. Ils ont rédigé et publié la [Déclaration des jeunes pour la RMS](#), dans laquelle ils appellent les dirigeants gouvernementaux à inclure pleinement les jeunes leaders dans les processus décisionnels. L'idée fondamentale de la déclaration est que les jeunes ne sont pas seulement des bénéficiaires de l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, **ils sont également des acteurs du changement**. La déclaration comporte une série de requêtes spécifiques pour les décideurs, à savoir :

- **Inclure les jeunes dans la planification et les politiques du secteur ainsi que dans les mécanismes de mise en œuvre ;**
- **Reconnaître et utiliser les connaissances « de terrain »** acquises par les jeunes grâce à leur travail au sein des communautés ;
- **Établir un « bureau de la jeunesse »** dans chaque ministère responsable de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ;
- **Soutenir les solutions impulsées par des jeunes** en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène ;
- **Mettre en œuvre des mécanismes de redevabilité** accessibles, inclusifs et transparents ;
- **Inclure les jeunes dans ces processus et mécanismes de redevabilité ;**
- **Accroître les informations mises à disposition du public** sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ;
- **Investir dans la formation et le renforcement des capacités de la jeunesse** dans le secteur.

Ces demandes concrètes et la voix des réseaux régionaux de jeunes de SWA ont été portées à la RMS par Nicki Becker et Kenneth

Alfaro Alvarado, les représentants de la jeunesse au sein de SWA. Ils sont tous deux intervenus lors de la séance plénière de clôture, ont activement participé aux dialogues ministériels, interrogé des ministres (y compris du Panama, des Maldives et du Cambodge) et directement transmis les requêtes des jeunes aux ministres au cours de ces deux journées.



« Dans cette pièce se trouvent des ministres responsables de l'eau, de l'assainissement, de l'environnement, de la santé et de l'économie. Cela signifie qu'en prenant les décisions et les mesures appropriées, vous avez la possibilité de garantir les droits à l'eau et à l'assainissement pour tous. »

Nicki Becker, Porte-parole de la jeunesse pour SWA



« Nous vous demandons d'inscrire l'eau, l'assainissement et l'hygiène au rang des priorités et d'investir dans ce domaine pour montrer que vous êtes conscients de l'importance de ces droits pour la paix, la sécurité et la reprise économique. Ne nous laissez pas seulement la possibilité d'être entendus. Permettez-nous de prendre les rênes. »

Kenneth Alfaro Alvarado, Coordonnateur régional du réseau des jeunes pour l'eau, Amérique centrale



Inauguration de la RMS 2022 et séance plénière d'ouverture

L'inauguration et la séance plénière d'ouverture de la Réunion des ministres du secteur 2022 ont permis de rappeler que nous arrivions à mi-chemin de l'échéance de 2030 et que si nous restions sur les trajectoires actuelles, nous ne réaliserions très certainement pas les ambitions de l'ODD 6.

La Réunion a été officiellement inaugurée par Son Excellence K.H. Ma'ruf Amin, Vice-Président de la République d'Indonésie.

Au nom du partenariat, Patrick Moriarty, Président du Comité directeur de SWA a chaleureusement remercié le Vice-Président et le Gouvernement indonésien pour leur accueil de cette réunion de deux jours.

Le Vice-Président a souligné que l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène qui figure dans l'ODD 6 était l'objectif clé à atteindre d'ici à 2030. Il a appelé tous les délégués réunis à cette occasion à « faire de l'eau et de l'assainissement des priorités pour le développement dans nos propres pays ». Il a invité les participants à utiliser la RMS comme une plateforme d'échange des connais-

sances afin de découvrir les approches et les solutions éprouvées mises en place dans les différents pays.

Un autre vice-président a ensuite pris la parole, Son Excellence M. Constantino Guveya Dominic Nyikadzino Chiwenga, de la République du Zimbabwe. Outre ses fonctions de vice-président, il est également Ministre de la santé et de la protection de l'enfance. M. Chiwenga a présenté à l'assemblée des données et des éléments de preuve démontrant que le monde n'était pas en bonne voie pour atteindre l'ODD 6 d'ici à 2030 et que la triple crise climatique, sanitaire et économique contribuait à aggraver le problème. Il a expliqué que l'eau et l'assainissement constituaient des éléments essentiels pour une reprise résiliente et montré comment, au Zimbabwe, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène était géré par un comité interministériel, ce qui contribuait à une meilleure coordination et à une mise en œuvre efficace des politiques sur l'eau et l'assainissement dans le pays. Il a également présenté le plan appliqué dans son pays pour garantir que son gouvernement et les suivants accordent une place prépondérante au secteur avec la création d'un « Pacte » national pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène.



« L'accès à l'eau et à l'assainissement est un préalable indispensable pour garantir la transition vers des économies respectueuses de l'environnement et le bien-être des communautés.

Son Excellence K.H. Ma'ruf Amin, Vice-Président de la République d'Indonésie



« Le thème de cette conférence est parfaitement approprié à la situation actuelle d'un monde en proie à une triple crise sanitaire, économique et climatique. La reprise doit être rapide pour nous permettre de renforcer la résilience à ces chocs.

Son Excellence Constantino Guveya Dominic Nyikadzino Chiwenga, Vice-Président de la République du Zimbabwe



« Collaborer nous a permis de réaliser d'importants progrès. Néanmoins, 300 000 enfants meurent encore chaque année de maladies liées à une eau insalubre et à un assainissement inadéquat, nous savons que nous devons aller plus loin.

Catherine Russell, Directrice générale de l'UNICEF



« Dans deux jours, quand nous repartirons, nous devons tous avoir la certitude de pouvoir remettre le monde et nos pays sur la bonne voie. J'aimerais que chacun de nous puisse quitter cette réunion avec au moins une idée nouvelle pour s'attaquer aux problèmes de son pays ou de son organisation.

Patrick Moriarty, Président du Comité directeur de SWA



Le Vice-Président du Zimbabwe promet un « Pacte » national pour le secteur depuis le podium de la conférence

Le Vice-Président du Zimbabwe a présenté les plans détaillés de son pays en vue de l'élaboration d'un « Pacte » national formel qui engage le Gouvernement actuel et les suivants à améliorer les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.

Il a décrit le contenu de ce Pacte qui repose sur les piliers suivants :

1. Redevabilité mutuelle et institutionnelle ;
2. Infrastructure et fourniture de services, structure de planification et fourniture de service ;
3. Suivi des informations et gestion des connaissances ; et
4. Politiques et stratégies de financement du secteur.



“ Faisons en sorte que l'eau et l'assainissement deviennent des priorités pour le développement de nos pays.
Son Excellence K.H. Ma'ruf Amin, Vice-Président de la République d'Indonésie



“ Nous devons impérativement travailler ensemble au-delà des frontières et des secteurs dans le respect des principes de transparence et de redevabilité.
Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général, Organisation mondiale de la Santé



Le rôle du leadership politique

Séance plénière

La première séance plénière de la RMS 2022 a analysé le rôle central joué par le leadership politique dans la priorité accordée au secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) en tant que moteur essentiel de la santé et de la résilience des populations ainsi que d'une croissance économique inclusive. Elle a mis en valeur l'importance des alliances intersectorielles, décrit les effets positifs potentiels générés par un secteur EAH plus inclusif, durable et résilient et expliqué également pourquoi l'ensemble des responsables politiques doivent y prendre part.

La séance comportait plusieurs exemples de pays montrant l'influence exercée par différents ministres et responsables sur les actions menées pour prioriser l'eau et l'assainissement aux plus hauts niveaux politiques afin de susciter le changement et d'inspirer une vision nationale commune dans leurs pays respectifs.



« Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions atteindre nos ambitieux objectifs. »

Son Excellence M. Oscar Rojas,
Vice-Ministre de l'eau, Équateur

Son Excellence M. Oscar Rojas, Vice-Ministre équatorien de l'eau, a décrit la vision nationale de l'eau dans son pays, laquelle a pour but de réduire toutes les menaces qui pèsent sur les sources d'eau, de garantir la disponibilité pour tous et de protéger les ressources en eau afin de préserver le droit humain à l'eau, qui est inscrit dans la Constitution équatorienne. Il a évoqué les efforts de son pays pour faire une priorité de la lutte contre la pauvreté et du soutien aux personnes touchées par l'indisponibilité de l'eau en raison des changements climatiques dans les régions rurales. Il a également expliqué le travail mené par son ministère pour mobiliser d'autres secteurs et pour poursuivre des objectifs communs en matière de réduction de la malnutrition infantile. Ses services ont également rédigé des règlements nationaux officiels sur le contrôle de la qualité de l'eau de boisson et de ses sources.



« Les toilettes font gagner les élections... [et] sont le médicament le moins cher au monde. Elles ne constituent pas une dépense, mais un investissement. »

Jack Sim, Directeur général,
Organisation mondiale des toilettes

Jack Sim, le Directeur général de l'Organisation mondiale des toilettes a fait remarquer à l'assemblée que le monde entier s'était arrêté après la mort de 30 000 personnes à cause de la COVID-19, alors qu'il semblait accepter de voir deux millions de personnes perdre la vie chaque année à cause de diarrhées. Selon lui, si la diarrhée tuait des personnes des classes moyennes et supérieures et non des personnes pauvres et vulnérables, la communauté internationale prendrait des mesures dès aujourd'hui pour mettre fin à ce déséquilibre et cette injustice. Il a montré en quoi, lors des élections en Inde de 2007, les « toilettes avaient été décisives pour le scrutin » et décrit pourquoi, dans tous les pays, un meilleur assainissement est synonyme d'une augmentation du tourisme, des revenus et des emplois.



« Avec notre nouveau ministère indépendant, le secteur [...] bénéficie d'un leadership dédié et plus solide. À présent, nous avons nos propres votes au parlement et nos financements ont augmenté. »

M^{me} Abida Sidik Mia, Ministre de l'eau et de l'assainissement, Malawi

M^{me} Abida Sidik Mia, Ministre malawite de l'eau et de l'assainissement, a expliqué comment son portefeuille était récemment devenu un ministère indépendant. Cette réorganisation a été demandée par le Président, conscient du caractère prioritaire à accorder à l'eau et à l'assainissement au plus haut niveau. Depuis sa création, le Ministère dispose d'un temps réservé au Parlement et les fonds destinés au secteur ont augmenté. La Ministre a donné plusieurs exemples des progrès accomplis au Malawi, y compris la *Stratégie de financement pour un secteur EAH résilient face au climat* que le pays lancera en juin, et l'accent placé par son ministère sur l'investissement écologique en faveur du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Le pays a investi dans l'énergie solaire, ce qui a réduit de 80 % les coûts énergétiques du secteur.





De la triple crise à la triple victoire : Le rôle du leadership politique Séances de dialogue ministériel

La première séance de dialogue ministériel de la RMS 2022 s'est concentrée sur les stratégies utilisées pour résoudre la « triple crise » de la santé, du climat et du ralentissement économique mondial. Les participants ont également cherché comment le leadership politique pouvait contribuer à surmonter les difficultés pour définir et mettre en œuvre ces stratégies.

Contenu des échanges :

- Les ministres et les parties prenantes ont parlé des pertes (souvent colossales) de revenus des entreprises de services publics et des gouvernements provoquées par la COVID-19 ainsi que des perturbations importantes sur la planification et le fonctionnement du secteur. Ils ont abordé l'importance critique du leadership politique pour parvenir à une vision commune de leur stratégie, pour faire coïncider leurs objectifs et ceux des partenaires et pour favoriser la coordination dans la riposte à ces crises. Ils ont également mentionné en quoi le leadership à tous les niveaux, pas seulement aux niveaux les plus élevés de responsabilité politique, permettait des améliorations durables, notamment grâce à des organes de

gouvernance et de réglementation ainsi qu'à des cadres juridiques solides.

Exemples de difficultés soulignées :

- Les **priorités divergentes** au sein des pays et entre ministères, ce qui affecte la volonté politique de mettre l'accent sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène ;
- Le **manque de capacité et de coordination** entre les ministères, les régions et les autorités de différents niveaux ;
- Les **obstacles topographiques** à l'assainissement qui freinent les progrès – par exemple les régions bordant un lac ou les littoraux ;
- Le **manque de données essentielles fiables et récentes** et la dépendance à des sources externes pour les obtenir qui limitent les prises de décision fondées sur des données probantes ;
- Le **manque de financements disponibles** pour la mise en œuvre de politiques favorables à l'EAH, qui est aggravé par l'inflation et par le ralentissement économique mondial actuels ;
- Les **États insulaires** touchés par la situation très parcellaire du secteur et des consommateurs, par une émigration élevée et par l'absence de renforcement des capacités ;

- La **fréquence et de la gravité des événements extrêmes** en hausse, ce qui affecte directement la disponibilité et la qualité des ressources hydriques ;
- Le manque d'eau et les **difficultés transfrontières** pour le partage des ressources.

Réussites, solutions et suggestions :

- La **volonté et le leadership politiques peuvent surmonter toutes les difficultés**. Les chefs d'État ou de gouvernement peuvent favoriser un changement positif et ont une influence considérable sur la volonté politique à travers leurs déclarations et les programmes, les stratégies, les plans et les campagnes qu'ils lancent. Les messages qui émanent directement des services d'un président ou d'un premier ministre ont un retentissement considérable ;
- La **collaboration entre les ministères a de nombreux avantages**. Les crises mondiales nous ont montré à quel point la collaboration interministérielle était importante pour accélérer les progrès et surmonter ce type d'événement. Les intervenants ont décrit comment l'intégration de l'eau,

« Une fois que les responsables politiques auront compris le problème et seront conscients des difficultés, le secteur bénéficiera d'allocations financières. »

de l'assainissement et hygiène aux CDN et aux PNA permettait d'améliorer l'accès aux financements climatiques internationaux. Un pays a associé 11 ministères pour créer deux plans nationaux pour le secteur. Une telle collaboration interministérielle a renforcé la visibilité des problématiques liées à l'eau et favorisé la participation d'autres secteurs ;

- Les **données sont importantes pour encourager la volonté politique**. Elles doivent notamment démontrer les conséquences des changements climatiques et le soutien à la résilience offert par le secteur. Le suivi, la collecte et la gestion des données au niveau local sont essentiels. Les données issues d'analyses coûts-avantages sont particulièrement utiles pour convaincre les ministères des finances d'augmenter les budgets ;
- L'**eau peut être un sujet électoral clé** qui réclame une communication et une coopération politique de qualité ;
- La **décentralisation** permet d'améliorer la gestion et d'organiser les équipes techniques au service de capacités locales. Elle favorise la participation des populations locales et crée un sentiment de « responsabilité » à l'échelle locale pour la mise en œuvre des politiques nationales ;
- En inscrivant les droits à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les constitutions nationales**, ils deviennent incontournables et les gouvernements successifs ont l'obligation d'en faire une priorité ;
- Les ministères signant des **contrats fondés sur la performance**, les discussions doivent porter sur le ministère qui sera dédié au suivi et à l'évaluation de ces contrats ;
- Les **instituts de recherche et d'enseignement partenaires peuvent proposer une assistance technique** pour soutenir les efforts destinés à renforcer l'intérêt politique pour l'eau et l'assainissement. Au cours de l'un des

dialogues, un institut de recherche et d'enseignement partenaire a proposé d'aider un gouvernement dans ses enquêtes sur la qualité de l'eau et ce dernier a accepté l'offre ;

- L'installation de **compteurs d'eau dans les ménages** peut contribuer à une meilleure perception de la valeur de l'eau dans le grand public, mais elle doit être accompagnée de régimes tarifaires justes et abordables ;

« L'accès à l'EAH est la seule conversation qui rassemble au-delà des fractures politiques, car elle concerne tout le monde. »

- L'**amélioration de la transparence et de la redevabilité** permise par le leadership politique est fondamentale pour attirer différentes formes de financement vers le secteur : public (ministère des finances), externe (donateurs, banques de développement et fonds mondiaux) ou commercial/du secteur privé.

« C'est la volonté politique qui a donné à la commission EAH sa fonction réglementaire et la coordination intersectorielle et multipartite en a bénéficié. »

- Les **innovations et la technologie dans le secteur** peuvent être attrayantes sur le plan politique, en particulier dans les pays touchés par le manque d'eau, notamment les solutions liées au dessalement et à l'amélioration de la qualité de l'eau ;
- L'**introduction de taxes ou de frais** peut générer des financements spécifiques pour le secteur. La volonté politique est toutefois nécessaire pour convaincre les communautés et mettre en œuvre le concept. Les populations qui en ont les moyens doivent payer pour les services, non seulement pour les financer, mais aussi pour renforcer la valeur perçue d'une ressource comme l'eau ;





“ Là où il y a de la transparence, il y a de la confiance et la confiance génère des financements.

Ruben Chavez, Ministre, Président de l'Administration nationale des aqueducs et de l'assainissement, El Salvador



“ Il est question de financement, certes, mais l'environnement favorable à l'EAH et la gouvernance sont des préalables à toute mobilisation de fonds.

Neeta Pokhrel, Chef du Groupe du secteur de l'eau, Banque asiatique de développement

Gouvernance et finance : Réformer en vue de la relance et du renforcement de la résilience à long terme | Séance plénière

Cette séance plénière analysait les difficultés auxquelles des gouvernements du monde entier se heurtent pour trouver les ressources nécessaires permettant de couvrir les coûts liés à la pandémie, alors même qu'ils essaient d'amorcer la reprise de leur économie et de satisfaire leurs engagements en matière de développement. Les participants ont étudié la nécessité de garantir des investissements favorisant l'adaptation aux changements climatiques et la limitation de leurs effets. Ils ont mis en lumière les options de financement disponible et les possibilités offertes par des réformes de la gouvernance pour renforcer la résilience et la durabilité et utiliser plus largement et efficacement des ressources limitées.

Le principal point à retenir des interventions lors de cette séance est l'assise que le secteur EAH peut offrir à la croissance de l'économie, à la préservation du bien-être des communautés et à la protection des écosystèmes. L'eau, l'assainissement et l'hygiène peuvent influencer et amplifier les réussites dans les secteurs de la santé, de l'économie et de l'environnement.

Son Excellence M. José Antonio Matos, Vice-Ministre de l'assurance qualité au sein du Ministère de la santé publique de République dominicaine,

a expliqué comment son pays avait atteint ses ambitions en matière de couverture des services au cours de la décennie écoulée en mettant l'accent sur la maintenance des infrastructures et sur la fourniture de services dans des zones rurales qui avaient été traditionnellement négligées. Il a malgré tout ajouté que le secteur avait encore besoin que son budget augmente de 400 % pour que le pays atteigne l'ODD 6. Selon lui, « les synergies, la collaboration et la coordination » sont des éléments indispensables pour exploiter au mieux des ressources financières limitées. Il a également souligné la manière dont son Gouvernement avait conçu un plan de développement décennal afin de générer davantage de confiance et de stabilité pour attirer les nouvelles ressources financières nécessaires.



« [Grâce à la riposte contre la COVID-19], des personnes qui n'avaient pas accès à l'eau en bénéficient à présent. Nous avons profité de la situation et étendu notre réseau.

Cecilia Abena Dapaah,
Ministre de l'assainissement
et des ressources en eau, Ghana

M^{me} Cecilia Abena Dapaah, Ministre ghanéenne de l'assainissement et des ressources en eau,

a évoqué l'importance de l'eau et de la santé lors de la crise provoquée par la COVID-19. En avril 2020, le Gouvernement ghanéen, à la demande du Président, a pris en charge les factures d'eau de tous ses citoyens pendant 15 mois. Dans les zones inaccessibles, des opérateurs privés et des propriétaires de citerne ont été mis à contribution pour veiller à ce que les communautés vulnérables aient également accès à une eau gratuite. Le Gouvernement a aussi construit 111 nouveaux hôpitaux dans toutes les régions du pays.

Son soutien aux services d'approvisionnement en eau pendant cette période a permis de commencer à améliorer l'accès à travers le pays. La Ministre a expliqué qu'une fois les programmes de soutien arrivés à leur terme, de nombreux opérateurs privés avaient continué de travailler dans ces nouvelles régions, des bornes-fontaines ayant, par exemple, été construites dans 2 300 communautés de zones périurbaines. Le nombre total de personnes payant leurs factures d'eau est maintenant plus élevé et la Ministre l'explique par une meilleure appréciation publique des actions du Gouvernement pendant la pandémie. Le Ghana s'est également tourné vers les technologies et la numérisation, ce qui lui a permis de multiplier par quatre les recettes fiscales.



« [Les taxes] sont la ressource qui offre le plus de possibilités encore inexploitées pour débloquer des ressources financières. Nous avons besoin que les pays membres travaillent avec nous sur ce point. Cela pourrait libérer des milliards.

Neeta Pokhrel, Cheffe du Groupe du secteur de l'eau, Banque asiatique de développement

M^{me} Neeta Pokhrel, Cheffe du Groupe du secteur de l'eau à la Banque asiatique de développement,

a repris les chiffres communiqués par le Vice-Ministre M. Matos et expliqué que la plupart des partenaires de son organisation devaient augmenter de 400 % leur budget consacré à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Une telle initiative représente des milliers de milliards de dollars supplémentaires chaque année. Il est donc nécessaire d'associer différentes formes de financement car « en aucun cas, le secteur public ne peut apporter des milliers de milliards de dollars ». Mme Pokhrel a en outre évoqué la nécessité pour le secteur « d'avoir de la crédibilité et de s'inscrire dans la durabilité » pour attirer des fonds : un environnement favorable à l'EAH où les réglementations, la transparence et la redevabilité sont nécessaires pour gérer des actifs et des ressources limités. « Il est question de financement, mais l'environnement favorable à l'EAH et la gouvernance sont des préalables à toute mobilisation de fonds », a-t-elle affirmé. Les prêteurs et les investisseurs veulent tous savoir si leur argent sera bien utilisé, si leur investissement donnera lieu à d'autres investissements, notamment en attirant des fonds du secteur privé. Les gouvernements et les différents secteurs doivent trouver des moyens de concevoir ensemble des plans, de mettre en œuvre des structures réglementaires et de concentrer leurs efforts sur les trois T : taxes, tarification et transferts financiers.



« Nous devons rendre possibles les investissements dans notre secteur avant de pouvoir espérer attirer des fonds. Les investisseurs privés recherchent la performance, ils ne veulent pas donner des subventions.

Patrick Moriarty, Président du Comité directeur de SWA



Une reprise durable grâce aux réformes et à l'action collective

Séances de dialogue ministériel

Lors de ces séances de dialogue ministériel, les ministres et d'autres parties prenantes ont abordé la riposte contre la pandémie et décrit des solutions efficaces en matière de gouvernance et de finance. Ils se sont concentrés sur les actions qui peuvent favoriser la résilience à long terme et la durabilité de leurs ressources hydriques, de leur économie et de leur planification pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets.

Contenu des échanges :

Cette séance s'est concentrée sur l'amélioration et le maintien de la qualité de la gouvernance. Elle a notamment insisté sur l'action collective en période de crise. Les intervenants ont décrit la manière dont les leçons tirées de la crise de la COVID-19 avaient permis de créer des politiques et des cadres opérationnels plus flexibles pour lutter contre les perturbations et souligné que les changements climatiques constituaient un défi majeur et toujours plus présent, notamment lorsque le niveau de préparation était faible. Les échanges ont souvent rappelé que toute riposte devait pouvoir compter sur des structures de coordination nouvelles ou existantes

et que la coopération multisectorielle et interministérielle, notamment pour l'EAH, pouvait être un facteur qui favorise la résilience et la croissance économique.

Les participants ont souvent décrit combien l'EAH était important pour la préservation du tourisme, de l'économie et de la santé des populations. Les relations transfrontières sur les ressources en eau sont elles aussi considérées comme un élément essentiel des relations étrangères. Les ministres et les parties prenantes ont par ailleurs rappelé combien il était essentiel de mettre l'accent sur la valeur de l'eau auprès des populations, à travers l'éducation et l'application de possibilités de paiement justes, pour réduire les volumes d'eau non facturés et augmenter les investissements, tout en ouvrant la voie à la recherche de solutions écologiques pour compléter les processus existants.

Exemples de difficultés soulignées :

- Des **environnements réglementaires inadaptés**, qui freinent la transparence et la coordination dans le secteur ;
- Des **budgets peu fiables et non protégés**. Il est difficile de verrouiller les budgets destinés à l'eau, l'assainissement

et l'hygiène et bien souvent, les fonds versés ne correspondent pas aux sommes initialement prévues ;

- La difficulté à **mobiliser des ressources**. Elle repose souvent sur des priorités contradictoires et sur une mauvaise coordination, entraînant un manque de clarté des plans et l'absence de vision ou de stratégie communes ;
- La **difficulté à décrire les problématiques interconnectées liées à l'amélioration de l'accès** aux services dans les plaidoyers et les argumentaires financiers en faveur de réformes. L'eau est par exemple souvent considérée et gérée comme un problème indépendant ;
- Les **obstacles pour expliquer et mettre en œuvre** des mesures renforçant la pérennité des ressources en eau pour les populations ;
- Les **besoins énergétiques pour recycler et dessaler l'eau**, qui rendent ces processus financièrement inaccessibles sans soutien stratégique ou économique des gouvernements ;
- La **difficulté à trouver l'équilibre** entre l'eau en tant que droit humain garanti dont l'accessibilité financière doit être assurée et l'eau en tant que ressource pour laquelle il faut payer afin que les populations prennent conscience de sa valeur ;
- Les **perturbations de la fourniture et du suivi des services provoquées par la COVID-19**. La pandémie a notamment affecté la qualité de l'assainissement et le contrôle de la pollution, ce qui a affecté le tourisme et les écosystèmes.

Réussites, solutions et suggestions :

- La **collaboration multisectorielle et interministérielle** est essentielle. Ce type d'action collective favorise un développement plus efficace et résilient pour tous les secteurs qui y prennent part. Les comités interministériels peuvent constituer un moyen très intéressant pour mettre fin aux approches sectorielles compartimentées qui représentent la norme établie ;

- La **mise en place d'autorités de réglementation de l'eau et de l'assainissement** et la définition de cadres juridiques clairs peuvent aider à renforcer la stabilité politique et sectorielle ;
- Les **« comités de coordination » des secteurs** créés pour organiser et superviser la riposte en cas de crise (par ex., de la COVID-19) ont amélioré la gouvernance et la fluidité des processus de prise de décision. Ils peuvent servir de modèle pour des réformes sectorielles à plus long terme ;
- La **participation des chefs d'État et de gouvernement** et l'engagement politique au plus haut niveau sont un élément indispensable à la définition et à la mise en œuvre de réformes qui améliorent l'accès aux services ;
- En **renforçant la coopération communautaire** et le sentiment de responsabilité et d'appréciation vis-à-vis de l'eau, nous pourrions améliorer la perception de la valeur de l'eau dans les communautés et faciliter les réformes destinées à réduire les volumes d'eau non facturés. Donner une valeur récréative/sociale à l'eau peut également y contribuer (par ex., en soulignant l'importance de l'eau dans les espaces sociaux) ;
- **Sensibiliser et émanciper les communautés marginalisées** dans le cadre de réformes sectorielles pour qu'elles réclament les services de qualité dont disposent les populations aisées. Le travail avec les autorités et les communautés locales pour soutenir la reprise et l'action collective est fondamental. Renforcer les capacités au sein des ministères au lieu de dépendre de consultants peut faire économiser des ressources et consolider la résilience locale ;
- Une **approche restrictive qui se concentre sur les financements des donateurs n'est pas durable**. Ces

« En tant que Ministre, la meilleure chose qui me soit arrivée a été de voir l'eau et l'assainissement réunis dans un même portefeuille. Nous pouvons ainsi mieux comprendre et gérer les problèmes d'accès à l'EAH. »

fonds doivent être considérés comme un moyen de lancer des réformes et des processus collectifs ;

- Une **analyse coûts-avantages de qualité élevée** donne accès à des données probantes sur les effets économiques de l'accès aux services ;

- Les **réformes du secteur doivent améliorer la qualité des données** pour donner confiance aux décideurs et aux investisseurs ;
- Les **réformes du secteur doivent permettre de tisser des liens plus solides entre l'EAH et la croissance économique**, notamment en matière de soutien au tourisme ;

« L'organisation du pouvoir et des prises de décision repose sur un grand nombre de niveaux. Dans les situations d'urgence, il convient d'en réduire le nombre pour pouvoir agir plus rapidement. [Le Gouvernement] a donc décidé de créer un comité capable de prendre rapidement des décisions. »

- Les **nouvelles stratégies économiques et sociales doivent adopter une approche fondée sur les écosystèmes**. La crise climatique peut servir de catalyseur pour la prospérité et les financements écologiques peuvent être utilisés pour renforcer les énergies et les services durables ;
- Grâce à la **décentralisation**, les pays peuvent riposter plus rapidement aux crises et attirer davantage d'investissements. Les régions peuvent aider le gouvernement central à réduire les coûts et à éviter une augmentation de l'endettement en période de crise ;
- Les **réformes sectorielles doivent favoriser l'adoption de nouvelles technologies** – par ex., les paiements et l'approvisionnement numériques ont aidé à surmonter certaines contraintes logistiques provoquées par la COVID-19 ;
- Il convient de **renforcer les capacités des plateformes multipartites** et

voisins peut améliorer la coordination et les relations avec les autres pays, notamment sur les questions transfrontières ou le partage des ressources, le renforcement des capacités ou les infrastructures d'intérêt commun ;

- Les **instruments de financement mondiaux et régionaux** doivent être simplifiés et rendus plus accessibles et

abordables. Il faut partager davantage les connaissances sur le rapprochement des pays avec les donateurs et les fonds multinationaux afin d'améliorer le financement de l'EAH et du climat ;

- **Exploiter la transition énergétique pour améliorer la résilience climatique**, notamment en augmentant

« Le Gouvernement crée un environnement favorable à la prospérité des entreprises, en particulier dans le secteur de l'assainissement... »

l'utilisation d'énergies renouvelables pour les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène ;

- Se tourner vers le progrès **technique et les innovations**, notamment pour le dessalement de l'eau, pour réduire la consommation d'énergie, diversifier le mix énergétique et réduire les volumes d'eau non facturés. La science et la technologie sont des piliers pour la mise en place d'environnements et de communautés résilients ;
- Les **réformes et les améliorations de la gouvernance** doivent être proactives et non pas réactives. Elles doivent donc s'appuyer sur des stratégies et des plans tournés vers l'avenir et sur des politiques solides en matière d'investissement et de financement ;





Financer la reprise et la résilience Séances de dialogue ministériel

Lors de ces séances de dialogue ministériel, les discussions se sont concentrées sur les solutions financières pour maximiser les financements potentiels destinés au relèvement et à la résilience. Elles ont porté sur des sujets comme la mobilisation de fonds supplémentaires, l'augmentation des financements domestiques remboursables et l'analyse de modèles financiers nouveaux ou innovants.

Contenu des échanges :

Les dialogues ont porté sur les chocs multiples qui affectent aujourd'hui les pays et la nécessité croissante de prudence financière, d'accélération dans la mobilisation des ressources et de renforcement de la redevabilité. Les conversations ont souvent insisté sur le fait que la reprise et la résilience ne consistent pas seulement à construire des infrastructures écologiques et résistantes aux changements climatiques, mais à intégrer la résilience dans les services et les communautés.

Elles ont également abordé les difficultés d'accès aux mécanismes de financement mondiaux et régionaux, la nécessité de passer aux énergies renouvelables pour faire fonctionner les services et l'amélioration de la qualité des infrastructures, de l'exploitation et de la maintenance afin de renforcer

la résilience face aux changements climatiques et aux catastrophes. Les participants ont aussi analysé comment maximiser les fonds existants et les répartir avec précision afin de renforcer la prévisibilité des financements. Plusieurs pays ont fait part de leur intérêt à soutenir d'autres pays présents ou à apprendre directement auprès d'eux. Un pays a par ailleurs indiqué que 7,5 % de son budget national étaient à présent officiellement consacrés à l'EAH, ce qui a été salué par le reste de l'assemblée.

Exemples de difficultés soulignées :

- De nombreux intervenants ont souligné les difficultés d'accès aux mécanismes de financement. Les obstacles en matière de financement écologique, y compris pour collaborer avec le Fonds vert pour le climat, ont souvent été mentionnés. En outre, les participants ont fait remarquer que la COVID-19 avait encore davantage compliqué l'accès aux fonds, ce qui a provoqué des déficits de financement supplémentaires ;
- Les États insulaires sont parmi les plus exposés aux changements climatiques, pourtant, à bien des égards, ils sont considérés comme des pays à revenu intermédiaire, ce qui complique leurs accès à des ressources extérieures ;
- Même lorsque de nouveaux financements sont mobilisés, on observe

des inefficacités dans le déploiement des fonds, notamment en raison d'un manque de coordination entre les partenaires de développement ou d'alignement sur les priorités gouvernementales ;

- Les difficultés à convaincre les décideurs de créer, au sein des budgets nationaux, un cadre budgétaire dédié et fiable pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène ;
- Des obstacles géographiques à la reprise et à la résilience ont souvent été signalés. Dans les régions reculées et sèches, les infrastructures sont coûteuses à installer et à entretenir tandis qu'elles sont souvent détruites dans les zones sujettes aux inondations. Dans les régions isolées, la redistribution de l'eau est souvent freinée par le manque de financement et par des données fiables incomplètes ;
- Les coûts d'exploitation élevés et les difficultés pour les communautés à payer pour les services d'approvisionnement en eau compliquent la recherche de l'équilibre entre rentabilité des services et limitation des accès illégaux et des volumes d'eau non facturés. Le vandalisme et le vol d'eau sont souvent mentionnés comme des freins aux progrès ;
- Les retombées des catastrophes naturelles et les effets de plus en plus marqués des changements climatiques

détruisent ou affectent gravement les infrastructures ;

- Le vieillissement des infrastructures d'eau et d'assainissement et le manque d'efficacité des systèmes existants sont souvent dus au choix de solutions moins chères et de mauvaise qualité et à des plans de maintenance inadaptés ;

- Simplifiez le processus pour accéder au Fonds vert pour le climat. Le secteur EAH doit quant à lui davantage mettre en valeur sa contribution à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets pour accéder plus facilement aux financements écologiques ;

« Avec le Ministère des finances, nous avons abordé la nécessité d'inclure les chocs et les points problématiques dans la planification de la résilience et la gestion de nos ressources. »

- La forte croissance de la population implique une hausse de la demande pour les services et affecte les progrès du secteur. Elle a également des effets directs sur les changements climatiques, les systèmes de santé et la croissance économique ;
- Les engagements qui ne sont pas suivis d'actions nuisent à la confiance, à la capacité à mobiliser des financements et à la volonté politique.

Réussites, solutions et suggestions :

- La collaboration interministérielle dans le cadre des programmes liés à l'EAH est fondamentale. Les organes de prise de décision interministériels peuvent choisir les projets prioritaires et correctement répartir les ressources. Les indicateurs relatifs à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et à la pauvreté doivent être suivis par un comité national, et pas seulement par un ministère ;
- Un soutien ministériel clair aux processus des stratégies nationales et aux mécanismes de coordination

« Les partenaires locaux seront prêts à collecter des fonds s'ils disposent des capacités et les incitations adéquates. »

- peut renforcer le secteur et attirer des investissements ;
- Le leadership politique est un élément clé du succès pour les décisions importantes relatives aux améliorations sectorielles (par ex., pour réformer les tarifs de l'eau ou augmenter le budget alloué à l'EAH) ;

des incitations adaptées, les partenaires locaux (notamment les municipalités, les communautés, les banques locales, les acteurs du secteur privé local et des modes de collaboration innovants avec des structures fédérales) seront disposés à collecter des fonds ;

- La « comptabilité » nationale de l'EAH doit suivre les flux financiers destinés au secteur ;
- Chercher des moyens de faire participer davantage les jeunes ;
- Planifier et budgétiser les catastrophes à venir pour renforcer la résilience face à ces chocs inévitables ;
- Mettre fin à toute dépendance excessive vis-à-vis de l'aide au développement. Celle-ci doit uniquement servir à amorcer le renforcement des capacités locales, l'amélioration de la gouvernance et l'augmentation de la résilience dans les pays ;
- Songer aux « crédits hydro », sur le modèle des crédits carbone, qui peuvent faire émerger l'idée de valeur/d'effet de l'eau et un marché des compensations qui pourrait servir à financer le secteur ;
- Veiller à ce que les pays développés ne se contentent pas de vagues promesses sur la scène internationale, mais prennent des engagements réels pour lesquels ils doivent rendre des comptes ;

« Nous approvisionnons les pays voisins en eau, mais notre propre accès à cette ressource est menacé par le manque de financement et de collaboration. »

- Concentrer les explications et les efforts sur les « trois T » : une tarification, des taxes et des transferts financiers justes ;
- Utiliser davantage les technologies, comme la numérisation des systèmes ou le recours au GPS pour la construction de puits, afin d'augmenter les connaissances et la transparence du secteur et de renforcer son attractivité auprès des investisseurs ;
- Investir dans les infrastructures existantes pour augmenter l'efficacité des systèmes au lieu de se concentrer uniquement sur les infrastructures nouvelles, notamment en améliorant les technologies ou en utilisant des systèmes qui réduisent les volumes d'eau non facturés.



“ Nous devons impérativement travailler ensemble au-delà des frontières et des secteurs dans le respect des principes de transparence et de redevabilité.

Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général, Organisation mondiale de la Santé



“ On ne peut espérer obtenir de résultats probants sans coordination. Et il faut pour cela sortir des bureaux et collaborer avec les autres, partager avec les communautés, entendre leurs besoins.

Son Excellence José Antonio Matos, Vice-Ministère de l'assurance qualité au Ministère de la santé publique de République dominicaine

La redevabilité est essentielle pour resserrer les partenariats, accélérer les progrès et renforcer la résilience

Séance plénière

Cette séance plénière portait sur l'importance de la redevabilité. La redevabilité peut accélérer les progrès, renforcer la collaboration, la participation, la transparence et l'intégrité et accroître la résilience. Les discussions au cours de cette séance ont souligné combien l'utilisation et le partage des informations étaient importants. Ils garantissent la transparence pour démontrer les progrès (ou leur absence) accomplis dans le cadre du respect des obligations légales et d'autres engagements pris par les acteurs du secteur. Cette séance s'est inscrite dans le contexte de la préparation de l'avenir et de la création de sociétés résilientes et saines pouvant soutenir la reprise économique.

Des recherches récentes menées par l'Accountability for Water Global Advisory Group montrent que la redevabilité est l'un des principaux facteurs d'amélioration des performances. Selon ces recherches, 80 % de l'amélioration des résultats passe par un renforcement de la redevabilité. De nombreuses discussions précédentes lors d'autres séances plénières et dialogues ministériels de la RMS 2022 ont évoqué le caractère crucial de la transparence et de la redevabilité, les intervenants les considérant comme des piliers pour l'amélioration des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène.

Lors de cette séance plénière, les intervenants ont décrit la redevabilité et la transparence comme des éléments critiques pour renforcer la confiance, la collaboration et l'efficacité des partenariats, notamment dans le cadre des efforts pour obtenir davantage de financements. Ils ont expliqué que toutes les parties prenantes devaient pouvoir démontrer qu'elles remplissaient leurs obligations. Selon eux, il est impératif pour tous les partenaires de pouvoir rendre des comptes, aussi bien pour célébrer les réussites et les actions que pour identifier des moyens de retrouver une trajectoire positive lorsque les choses ne se déroulent pas comme prévu.



« Le principal message des OSC dans cette réunion est le suivant : réclamer une transparence totale, refuser toute tolérance en matière de corruption et s'unir aux gouvernements afin de trouver des moyens innovants pour collecter des fonds pour nos pays et pour réduire la dépendance à l'égard des donateurs. »

Timothy Kpéh, Directeur national, United Youth for Peace, Education, Transparency & Development, Libéria



« La transparence est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Il est essentiel qu'elle soit associée à la redevabilité et, idéalement, à la participation et à l'inclusion pour permettre un changement réel. »

Barbara Schreiner, Directrice générale, Water Integrity Network

Amaka Godfrey (Directrice des politiques et des recherches mondiales de WaterAid) a décrit les domaines du secteur EAH qui, selon WaterAid, doivent être renforcés : financement, coordination, leadership gouvernemental, inclusion des questions de genre dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène et autonomisation des communautés. WaterAid étudie l'intégration des politiques en matière de santé et d'EAH et recense les rôles et les responsabilités pour négocier et renforcer les partenariats, y compris lorsque les gouvernements ont un rôle clé à jouer pour garantir la couverture des services.

M^{me} Godfrey a présenté deux formes différentes de redevabilité qui sont tout aussi importantes pour réaliser des progrès dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. La première comprend des principes et des éléments de redevabilité au niveau opérationnel, tels que la politique réglementaire, la clarté des budgets et des dépenses, la fourniture et le suivi des services ainsi que la coordination des organismes d'assistance extérieure. La deuxième forme de redevabilité consiste à veiller à ce que des plateformes, des canaux, des données et des cibles relient directement les fournisseurs de services aux usagers et aux gouvernements.



« La Mauritanie a montré l'utilité de la redevabilité dans l'amélioration de la crédibilité et de l'attractivité du secteur. »

Son Excellence Sidi Mohamed Taleb Amar, Ministre mauritanien de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

Son Excellence Sidi Mohamed Taleb Amar (Ministre mauritanien de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène de Mauritanie) a expliqué combien il était important d'améliorer la transparence et la redevabilité dans le secteur pour pouvoir attirer davantage de financements. Il a décrit la consolidation du cadre juridique de son pays et la mise à jour de la législation sur l'eau et l'assainissement qui apporte des améliorations en matière de redevabilité et devrait pouvoir orienter la planification et les stratégies du secteur entre 2022 et 2030.

Le Ministre a en outre rappelé la nécessité de complémentarité des relations entre le Gouvernement et les organisations de la société civile et il a montré les différentes plateformes dont disposait son pays pour garantir la redevabilité du secteur. La Mauritanie réalise également des examens périodiques intersectoriels qui réunissent le Gouvernement et des organisations de la société civile pour discuter des progrès. Ces mécanismes renforcent la coopération et la transparence et permettent d'attirer des investissements publics vers le secteur EAH. Le Ministre a affirmé que l'assainissement était aujourd'hui mieux représenté dans les débats sur les financements, ce qui lui a permis de bénéficier de plus de ressources au cours de la dernière décennie, un tiers des fonds alloués au secteur étant à présent destiné à l'assainissement.

M. Leonard Navarro (Directeur général de la Commission de réglementation de l'eau de boisson et de l'assainissement de base de Colombie) a parlé du travail mené en Colombie ces dernières décennies pour améliorer les cadres juridiques et réglementaires des services publics, les usagers occupant une place centrale dans le cadre de la fourniture de services, ainsi que des outils mis en place pour garantir la redevabilité et la transparence. En 2015, le Gouvernement central a lancé des initiatives pour améliorer la qualité et la couverture de l'accès dans quatre types de zones clés : les implantations sauvages urbaines, les communautés isolées, les marchés existants ayant besoin d'investissements et les régions rurales. Des objectifs annuels clairs ont été fixés pour augmenter progressivement l'accès et chacun des fournisseurs de services associé à l'initiative doit assumer trois responsabilités formelles : ils doivent tous avoir signé un accord local et disposer d'un plan social et d'un plan de gestion pour rendre compte aux autorités réglementaires compétentes. Ces responsabilités garantissent la redevabilité des fournisseurs de services vis-à-vis des utilisateurs.

M. Navarro a souligné l'importance des différents outils et canaux qui facilitent la redevabilité et garantissent un suivi et une utilisation appropriés des investissements. Il a décrit les outils réglementaires en ligne à disposition de tous les usagers en Colombie. Si l'amélioration des systèmes d'information en vue d'accroître la redevabilité est un défi auquel se heurtent de nombreux pays, ces outils sont néanmoins essentiels au renforcement de la transparence et de la confiance.

M. Jone Usamate (Ministre fidjien des infrastructures et des services météorologiques et Ministre des terres et des ressources minérales) a décrit comment son pays inscrivait l'ensemble des efforts liés à l'eau et à l'assainissement dans le contexte de l'action climatique et expliqué les processus et les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Ceux-ci comprennent les initiatives de renforcement des capacités destinées à consolider les dispositions institutionnelles et à favoriser la transparence des communications relatives à la mise en œuvre des CDN, ce qui inclut des cibles liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Il a expliqué qu'en veillant à ce que l'eau et l'assainissement soient inclus dans les engagements climatiques des Fidji, les mécanismes existants de l'accord de Paris concourraient également à faire respecter les engagements du pays en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

M. Usamanté a par ailleurs précisé que les Fidji reconnaissent le caractère économique, social et universel du droit à une eau propre et sûre et que, par conséquent, le Gouvernement devait rendre des comptes s'il ne parvenait pas à le faire respecter. Le Ministre a également abordé la nécessité d'un droit à l'accès aux informations bien établi pour que la mise en œuvre et le suivi des politiques nationales puissent s'appuyer sur une participation réelle des parties prenantes. Il a également décrit l'importance de fixer des cibles significatives, intégrées et financées pour l'EAH et d'y adjoindre des systèmes de suivi solides, fiables et accessibles. « L'amélioration de l'accès à l'information permet aux parties prenantes d'analyser le travail des gouvernements », a-t-il affirmé.

La redevabilité au service des progrès : Renforcer la résilience et ne laisser personne de côté

Séances de dialogue ministériel

Ces séances de dialogue ministériel ont permis d'analyser comment les ministres et d'autres acteurs pouvaient contribuer à mettre en place une solide culture de la redevabilité ainsi que les systèmes et les capacités nécessaires pour la soutenir. Les discussions ont principalement porté sur l'importance particulière de l'utilisation et du partage des informations pour renforcer la redevabilité.

Contenu des échanges :

De nombreux intervenants ont rappelé que la redevabilité était le meilleur moteur de progrès, la redevabilité gouvernementale étant d'autant plus importante avec la pandémie de COVID-19. Les orateurs ont expliqué qu'il était indispensable de mettre l'accent sur des systèmes de données ainsi que sur des cadres politiques et réglementaires fiables.

Les échanges ont également suggéré qu'il fallait recenser des actions pratiques et visibles sur lesquelles les ministres devaient se concentrer pour renforcer la confiance des citoyens et la redevabilité. La transparence figure également parmi les éléments clés évoqués pour cimenter la confiance et améliorer l'accès

des populations les plus vulnérables, la participation des communautés locales devant faire l'objet d'une attention particulière. Les discussions ont également évoqué la coopération interministérielle – un thème récurrent de toutes les séances de la RMS 2022 – parmi les éléments clés pour la mise en place efficace d'une résilience durable et à grande échelle.

Exemples de difficultés soulignées :

- En raison des responsabilités croisées entre les ministères, les rôles et les responsabilités peuvent manquer de clarté ;

« Grâce au mécanisme de redevabilité mutuelle [de SWA], nous avons pu nous réunir pour la première fois. »

- La mauvaise coordination et les priorités concurrentes des différents secteurs signifient qu'ils doivent rendre des comptes sur des éléments potentiellement contraires aux intérêts du secteur EAH. Par exemple, la priorité du secteur de l'agriculture est de produire des aliments, mais cela n'est

pas sans effet sur l'utilisation de l'eau et sur les écosystèmes ;

- Une production d'électricité et/ou un accès à Internet peu fiables peuvent gravement limiter l'efficacité des plateformes de redevabilité ;
- Les obstacles à la communication peuvent constituer des difficultés considérables, notamment en raison de langues et de dialectes variés ainsi que de l'analphabétisme. Cela est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit de communiquer avec des groupes vulnérables et marginalisés, tels que les migrants ou les communautés rurales de petite taille ;

- L'absence de systèmes d'information fiables et efficaces à disposition du secteur complique grandement la définition de plans et de priorités ou la mesure des progrès ;
- Les capacités techniques nécessaires pour travailler avec les communautés locales à travers un processus décisionnel décentralisé ne sont pas suffisantes ;
- Des lois sur l'eau obsolètes risquent de limiter la redevabilité, si elles ont, par exemple, été rédigées pour une population nettement moins nombreuse ou moins urbanisée ;
- La perception insuffisante de la valeur de l'eau peut entraîner des gaspillages et conduire à un intérêt moindre des communautés et des différents secteurs d'activité, et, par conséquent à une apathie et à un manque de redevabilité.

Réussites, solutions et suggestions :

- Défendre la participation locale au processus de gestion de l'eau, par exemple, en renforçant les capacités



« La puissance de la société civile est fondamentale... faites en sorte que les citoyens rallient vos projets. »

des municipalités ou en coopérant avec les personnes et les communautés pour concevoir les réglementations. L'implication des acteurs locaux est une « nécessité absolue » pour la redevabilité ;

- La collaboration avec les autres ministères est vitale. Une coordination et un leadership politique solides pour prioriser l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans différents ministères sont essentiels mais les rôles et les responsabilités doivent être clairement établis. Il est par exemple possible de s'appuyer sur des dispositifs, des comités et des groupes de travail nationaux sur les financements pour améliorer le suivi de l'utilisation des fonds ;
- Utiliser des processus multipartites pour concevoir, mettre en œuvre et suivre les plans et les stratégies pour le secteur. Ces processus renforcent la transparence et la redevabilité et attirent les investissements ;
- Veiller à disposer de systèmes de données fiables pour l'information et la redevabilité, en mettant l'accent

alimenter les plateformes de redevabilité pour assurer le suivi des progrès ;

- Améliorer l'analyse des données et le partage des informations. La transparence est essentielle pour le traitement des données et des informations nécessaires à la gestion des systèmes d'eau et d'assainissement. Toute approche doit s'appuyer sur des systèmes de gestion de l'information simples et efficaces.
- Actualiser les cadres juridiques pour inscrire les droits humains à l'eau et l'assainissement dans les législations et les constitutions nationales ;
- Mettre en place des systèmes accessibles et fiables pour le signalement des problèmes et les plaintes, via, par exemple, les médias sociaux, une ligne téléphonique disponible 24 h sur 24, 7 j sur 7 ou d'autres moyens auxquels les populations les plus marginalisées ont accès ;
- Réviser les réglementations sectorielles désuètes afin qu'elles

« Il reste beaucoup de chemin à parcourir, mais la redevabilité nous montre la voie. »

sur la transformation numérique et l'innovation (comme les données d'un système d'information géographique). Les systèmes doivent être accessibles à tous et

tiennent mieux compte des changements démographiques et autres ;

- Soutenir la décentralisation, en destinant par exemple une part du

budget national aux échelons inférieurs du gouvernement ;

- Concevoir des mécanismes pour convaincre les personnes et les secteurs de préserver l'eau, par exemple en proposant des incitations financières pour les ménages, des certifications et des prix pour les activités (domestiques ou autres) les plus durables ou en mettant au point des structures tarifaires appropriées pour les utilisations non domestiques ;

« Grâce au mécanisme de redevabilité mutuelle, le pays dispose maintenant d'une plateforme multipartite. »

- Créer des mécanismes juridiques applicables qui peuvent être utilisés quand les autorités et les fournisseurs ne respectent pas leurs obligations et leurs engagements ;
- Veiller à ce que les fournisseurs de services disposent de départements dédiés aux consommateurs à faible revenu pour garantir la baisse du nombre de personnes laissées de côté. Ces départements peuvent proposer un grand nombre de solutions pour aider les consommateurs les plus modestes, comme des connexions gratuites au réseau, des tarifs sociaux, des toilettes pour les ménages vulnérables et des dispositifs pour garantir le respect de la vie privée et la sécurité des femmes et des filles dans les régions les plus pauvres.

Présentation des engagements : La redevabilité à la RMS 2022

La RMS 2022 comportait deux séances destinées à présenter la formulation et le suivi des engagements sectoriels pris dans le cadre du processus préparatoire. Avec ces séances, l'ordre du jour offrait aux participants un moment essentiel pour célébrer et apprécier les engagements pris et tenus. Ceux-ci ont été présentés dans le cadre de la préparation à la RMS, ainsi que des futures grandes étapes du développement durable dans le secteur EAH : COP27, Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 et, enfin, réalisation de l'ODD 6 d'ici à 2030.

M. Henk Ovink (Envoyé spécial des Pays-Bas pour les affaires internationales liées à l'eau) a déclaré que la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 ne devait pas se résumer à des discussions, mais qu'elle devait aboutir à des engagements et des actions. Il a par ailleurs affirmé que les parties prenantes devaient s'inspirer des séances plénières pour préparer leur participation. Enfin, M. Ovink a ajouté que le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA « montrait l'importance de la redevabilité et du suivi des engagements pour comprendre ce qui fonctionne afin de pouvoir l'étendre et le reproduire. »

M. Basuki Hadimuljono (Ministre indonésien des travaux publics et du logement) a annoncé de nouveaux engagements multipartites pour le secteur en Indonésie dans quatre grands domaines : renforcement de la volonté politique, suivi des questions d'équité et participation communautaire, résilience de l'EAH face aux changements climatiques et recherche de financements alternatifs. Le processus multipartite décrit par le Ministre pour la rédaction de ces engagements s'appuyait notamment sur la coopération de son Ministère avec d'autres portefeuilles, des OSC, des groupes de jeunes, des partenaires de développement, des acteurs du secteur privé et des universités dans le cadre de la préparation à la Réunion des ministres du secteur.

Son Excellence Mme Ivette Berrío Aquí (Vice-Ministre panaméenne de la santé) a parlé du renforcement de la gestion communautaire de l'eau au Panama grâce aux « Comités de gestion des systèmes d'approvisionnement en eau en zone rurale », créés pour répondre aux engagements pris par le pays en 2019. Ce programme met l'accent sur les populations rurales et indigènes et repose en grande partie sur la participation et le leadership des femmes, qui dirigent actuellement la majorité des comités de gestion. La Ministre a également décrit comment de nouvelles infrastructures étaient déployées grâce à l'association de fonds publics et privés, le Gouvernement s'étant engagé à rechercher de nouveaux mécanismes de financement, y compris pour mener la transition vers une économie plus verte. Elle a

rappelé l'engagement du pays en faveur du partage des données et de la transmission des connaissances entre les pays pour renforcer la gouvernance à l'échelle régionale et mondiale.

Le mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA et la RMS 2022

Tout comme les précédentes réunions de haut niveau de SWA, la RMS 2022 représente un moment phare dans le calendrier du mécanisme de redevabilité mutuelle. Le processus préparatoire de ces réunions de haut niveau s'appuie sur un calendrier clair pour susciter une dynamique et offrir des possibilités de rassembler les parties prenantes afin d'aborder les progrès. Un total de 66 nouveaux engagements, dont 19 étaient liés au climat, ont été formulés à l'approche de la RMS 2022 et 50 rapports d'étape ont été soumis par des partenaires nationaux et mondiaux de tous les groupes catégoriels.

SWA a organisé une séance consacrée à son mécanisme de redevabilité mutuelle la veille du lancement de la RMS. Des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux de 12 Pays et de 10 organisations mondiales y ont participé et ont pu réfléchir et échanger sur les méthodes pour parvenir à la redevabilité mutuelle. Les conversations se sont concentrées sur les principaux éléments favorisant la redevabilité : leadership gouvernemental, plateformes multipartites solides qui organisent des réunions d'examen périodiques, données adéquates et financements fiables.

Les principaux obstacles signalés par les participants étaient, entre autres, la fragmentation sectorielle, les remaniements ministériels affectant les politiques et l'absence ou le manque d'engagement des acteurs essentiels dans les processus multipartites. Les participants ont recommandé plusieurs améliorations. Ils ont notamment proposé : d'élargir l'éventail des acteurs (y compris régionaux et mondiaux) participant au suivi des engagements ; d'encourager les nouveaux engagements de groupes catégoriels sous-représentés ; de promouvoir les possibilités de redevabilité entre pairs parmi les partenaires mondiaux ; et d'harmoniser les engagements pris dans le cadre du mécanisme avec d'autres processus d'engagement existants. À plus long terme, ils ont recommandé de rechercher des moyens pour que les engagements formulés dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle (c'est-à-dire les priorités nationales) permettent d'améliorer l'accès aux financements internationaux.



« Le mécanisme de redevabilité mutuelle [de SWA] soutient les progrès du Nigéria dans la réalisation de l'ODD 6... Depuis que nous avons formulé des engagements qui peuvent être efficacement mesurés et suivis, nous avons renforcé la collaboration et la coordination multipartites. »

M. Suleiman Adamu, Ministre nigérian des ressources hydriques

M. Anxious Jongwe Masuka (Ministre zimbabwéen des terres, de l'agriculture, de l'eau et de la réinstallation rurale) a présenté les engagements multipartites formulés par le Zimbabwe dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle de SWA. Ceux-ci se concentrent sur quatre domaines clés pour parvenir à des améliorations d'ici à 2025 : réduire la défécation à l'air libre de 21 % à 9 % ; garantir l'accès à l'eau à 80 % de la population ; augmenter les financements durables ; et améliorer la réglementation et la coordination du secteur. Le pays dispose de plusieurs moyens pour tenir ces engagements. Il a notamment créé un « Comité d'action national » que le ministre du secteur préside et, surtout, auquel participent tous les autres ministères concernés. Les examens sectoriels conjoints annuels organisés par le pays permettent aux parties prenantes de formuler et de suivre des engagements vis-à-vis du secteur. Le Zimbabwe a également mis en place un comité gouvernemental avec le Vice-Président à sa tête pour traiter les questions liées à l'EAH et aux situations d'urgence.

M. Bobby Whitfield (Président-directeur général de la Commission nationale sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène du Libéria) a expliqué que son pays accordait une priorité élevée à l'eau et à l'assainissement grâce au leadership de son Président. Il a décrit le rôle central de l'eau et de l'assainissement dans le « Programme de développement national » du pays et montré en quoi les objectifs EAH ambitieux du Libéria s'appuyaient sur la société civile et mettaient l'accent sur l'accès à une eau de boisson sûre et sur la fin de la défécation à l'air libre malgré les dévastations subies par les infrastructures dans une grande partie du pays à cause de la récente guerre civile. Le Président du Libéria soutient les engagements de son pays.



« Le Gouvernement ne pourra pas lutter seul contre les effets des changements climatiques. Les solutions éventuelles passent par davantage de collaboration au-delà des frontières, par l'apprentissage entre pairs et par l'utilisation d'idées d'adaptation venues du monde entier... Pour nous, SWA offre la plateforme idéale pour cela. »

M. Umakant Chaudhary, Ministre népalais de l'approvisionnement en eau

M. Umakant Chaudhary (Ministre népalais de l'approvisionnement en eau) a présenté les activités récemment lancées par le Népal pour tenir les engagements pris dans le cadre du mécanisme de redevabilité mutuelle. Le pays a notamment préparé une nouvelle « politique EAH intégrée », mis à jour le « Plan de développement du secteur » national, approuvé l'actualisation des normes de qualité de l'eau de boisson et des eaux usées et rédigé une feuille de route en vue de « l'hygiène pour tous ». Le Ministre a également souligné la dimension critique des données et de la transparence avant de décrire la création du « Système national d'aide à la décision en matière d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène » dans le cadre des engagements du pays pour le secteur. Il a expliqué que « la création de données, la transparence et l'aide apportée aux autorités locales pour la prise de décision étaient à la base de cet engagement. »

M. Suleiman Hussen Adamu (Ministre nigérian des ressources hydriques) a décrit le travail mené par son pays avec le mécanisme de redevabilité mutuelle depuis son lancement, en 2018. Il a expliqué qu'au Nigéria, quatre groupes catégoriels avaient formulé des engagements, qui correspondaient tous aux politiques nationales et soutenaient les priorités du gouvernement. Il a affirmé que, depuis la rédaction de ces engagements, le secteur avait renforcé la collaboration et la coordination multipartites ainsi que sa capacité à mesurer et à suivre les progrès. Les engagements du pays en matière de redevabilité mutuelle ont été formulés et sont suivis par un ensemble de ministères et de partenaires. Selon le Ministre, « le mécanisme soutient les progrès du Nigéria vers la réalisation de l'ODD 6, car toutes les parties prenantes contribuent aux actions prioritaires nationales. »



Les « leçons » de la RMS Séance plénière de clôture

La réunion s'est terminée par une réflexion sur les séances des deux jours précédents et sur la manière d'intégrer les résultats des discussions dans des processus plus vastes tels que la COP27, la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 et la prochaine Réunion des ministres des finances de SWA.

Les intervenants ont rappelé que l'inclusion de l'EAH dans les programmes consacrés à l'environnement, à la santé et à l'économie pouvait véritablement « changer la donne ». Ils ont décrit la manière dont les discussions menées lors de la RMS influenceront les futures actions dans les différents pays : les acteurs nationaux emporteront avec eux des leçons et des idées nouvelles tirées des interactions pendant la conférence pour amorcer une dynamique et améliorer l'accès aux services.

Ils ont également rappelé que la RMS 2022 s'intégrait dans des discussions à l'échelle mondiale et alimentait un calendrier plus vaste d'événements régionaux et mondiaux. Grâce ces événements, le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pourra nouer des relations solides avec les autres secteurs pendant la période qui nous mènera jusqu'en 2030 et faire en sorte qu'elles soient « inclusives, multisectorielles et tournées vers l'action ».



« Ces réunions donnent aux parties prenantes l'occasion de se retrouver dans un espace sûr pour apprendre et échanger des informations sur les solutions et sur la façon de les déployer à grande échelle. »

M. Henk Ovink, Envoyé spécial des Pays-Bas pour les affaires internationales liées à l'eau



« L'apprentissage entre pairs me laisse toujours admirative et je pense que c'est un atout unique propre à SWA et au cadre que ces deux journées ont créé. »

M^{me} Alexandra Knezovich, Directrice générale de la Toilet Board Coalition



« Il ne peut y avoir de solution universelle, nous devons travailler ensemble... Je sais que nous formons un groupe de grande envergure et que nous pouvons changer les choses dans le monde. Nous pouvons y arriver. »

M. Omar Nuñez, Directeur général de l'AHJASA (Asociación Hondureña De Juntas Administradoras De Sistemas De Agua), Honduras



« La participation à une réunion des ministres du secteur qui aborde aussi le thème des changements climatiques est importante pour un pays comme le Tchad. Nous avons créé un plan national pour le climat et toutes les leçons tirées de la RMS sur ces questions intégreront ce document. »

Son Excellence Alio Abdoulaye Ibrahim, Ministre tchadien de l'Hydraulique Urbaine et Rurale



« Le principal message que je retiens de cette réunion, c'est que des données correctement collectées et transmises aux autorités concernées sont un élément essentiel à la réussite. Si ces données ne sont pas clairement et précisément communiquées aux organisations, aucune institution ne peut travailler efficacement. »

M^{me} Saima Ashraf, Présidente de The Able Plus Research Center (ApRec), Pakistan



« Ces deux journées ont fait de nous tous des porte-parole de l'EAH. Cette expérience a été particulièrement enrichissante et stimulante. »

M. Myo-Zin Nyint, Directeur régional adjoint de l'UNICEF



« Au cours de ces deux journées, j'ai été particulièrement impressionné par l'unité affichée par la communauté internationale sur la nécessité d'une bonne gouvernance dans le secteur EAH. Une gouvernance de qualité favorise la transparence dans les prises de décision et augmente les revenus pour les services d'approvisionnement en eau. »

Son Excellence Miguel Angelo, Secrétaire d'État à l'agriculture et à l'économie de la République de Cabo Verde



« Nous savons que la redevabilité est un pilier de la confiance et que les communications sont à la base de la collaboration multipartite pour créer de la résilience et garantir l'inclusion face aux différentes crises que nous devons résoudre. »

Son Excellence Basuki Hadimuljono, Ministre indonésien des travaux publics et du logement



« Notre avenir dépend de ce que les personnes présentes dans cette pièce parviendront à faire ensemble au cours des quelques années à venir. Et vous ne pouvez pas décider pour nous sans nous. »

M^{me} Nicki Becker, Porte-parole de la jeunesse pour SWA



Principales réflexions et points à retenir de la RMS 2022

- La première journée a été notamment marquée par l'annonce au Zimbabwe d'un « Pacte » national pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène. Les échanges de cette première journée se sont souvent concentrés sur les méthodes pour susciter, encourager et célébrer le **leadership politique**, à l'image de l'annonce faite par le Zimbabwe.
- De nombreux intervenants ont souligné que la **collaboration interministérielle** était rendue nécessaire par les situations d'urgence dans le monde et qu'elle comportait de nombreux avantages. La collaboration multisectorielle et interministérielle est essentielle pour un développement efficace et résilient de tous les secteurs impliqués. Les **comités interministériels** peuvent constituer un moyen payant pour mettre fin aux approches sectorielles compartimentées qui représentent la norme établie.
- **La redevabilité est un pilier pour accélérer et soutenir les progrès – et pour attirer des financements vers le secteur.** Elle réclame des mécanismes efficaces ainsi que des outils fondés sur des données et des informations fiables et accessibles pour garantir la transparence et l'utilisation appropriée de tous les investissements.
- **La coordination et des rencontres régulières entre les acteurs concernés sont efficaces pour nouer des relations, élaborer des plans et obtenir des résultats.** C'est un principe simple qui permet des progrès formidables grâce à la transparence et à la confiance.
- « **Quand les jeunes défendent l'eau, l'assainissement et l'hygiène, [ils font] de la politique** » – la jeunesse doit avoir voix au chapitre et elle est déterminée à demander des comptes aux décideurs actuels.
- La crise de la COVID-19 a notamment eu pour conséquence positive de renforcer les enseignements sur la création de **cadres politiques et opérationnels plus flexibles**, susceptibles d'accélérer et d'étendre les progrès en matière de développement.
- Le **recensement, l'élaboration et la mise en œuvre des réformes** nécessaires pour soutenir le renforcement de l'environnement favorable à l'EAH. Elles ont notamment abordé les actions à mettre en place pour augmenter la transparence, la perception de la valeur de l'eau ainsi que la participation communautaire et le sentiment de responsabilité vis-à-vis des services.
- Les **stratégies sectorielles qui reposent sur des processus multipartites** favorisent la confiance et la stabilité et contribuent à attirer des investissements.
- **Cet événement doit être considéré à la lumière des grandes étapes qui nous mèneront jusqu'en 2030.** À la COP27, les questions liées à l'eau domineront les débats et l'alignement de l'EAH sur les problématiques liées au climat deviendra prioritaire. Nous devons veiller à ce que l'eau, l'assainissement et l'hygiène soient intégrés dans un plus grand nombre de CDN, de PNA et d'objectifs de résilience et d'adaptation aux changements climatiques. La conférence 2023 des Nations unies sur l'eau est une autre étape importante pour maintenir la dynamique vers l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.
- **De nombreux délégués ont rapporté que des conversations informelles** avaient eu lieu en marge de la RMS tout au long de ces deux journées, le plus souvent sur la création ou le renforcement de partenariats entre les ministres du secteur et leurs homologues.

Résultats de la RMS 2022

Les ministres et les partenaires de SWA ont validé et publié un « Document final » officiel décrivant les résultats de leurs délibérations lors de la RMS 2022. Le document appelle à : **agir de façon urgente pour garantir le leadership politique ; mener des réformes pour renforcer l'environnement favorable à l'EAH ; rechercher des méthodes innovantes pour mobiliser des ressources ; et renforcer le rôle central de la redevabilité pour les progrès du secteur.**

Le Document final comporte un engagement formel en faveur de conclusions et d'actions spécifiques :

1 Renforcer la priorité accordée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène au sein des programmes nationaux, régionaux et mondiaux comme dans l'ensemble des secteurs. Pour y parvenir, il faudra :

- **Poursuivre les discussions lancées lors de la RMS** sur des plateformes multipartites et intersectorielles pour dresser le bilan de nos progrès et engagements afin de consolider nos politiques, nos stratégies et nos plans à l'échelle nationale ;
- **Identifier et conclure de nouveaux partenariats** avec des acteurs et des institutions dont les mandats sont liés à l'eau, l'assainissement et l'hygiène ;
- **Défendre l'eau, l'assainissement et l'hygiène** et nouer le contact avec des décideurs aux plus hauts niveaux dans nos pays respectifs pour souligner l'importance de prioriser et de financer l'eau, l'assainissement et l'hygiène pour pouvoir atteindre l'intégralité des ODD ;
- **Repérer et prioriser les groupes les plus vulnérables et marginalisés**, et mener les réformes nécessaires pour mettre fin aux inégalités.
- **Veiller à prioriser la résilience climatique** dans l'intégralité des politiques, des plans et des programmes EAH et à accorder une place centrale à un secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène résilient face aux changements climatiques dans les Plans nationaux d'adaptation.

2 Mettre en place des processus transparents et participatifs pour garantir un développement véritablement durable. Pour y parvenir, il faudra :

- **Instaurer des processus multipartites** et leur donner des moyens suffisants pour qu'ils aient un effet significatif sur les décisions et les politiques gouvernementales, en insistant particulièrement sur les groupes marginalisés et sous-représentés, y compris les jeunes ;
- **Collaborer dans le cadre d'un processus de redevabilité mutuelle** pour soutenir la transparence et la participation afin d'accélérer les progrès en faveur des promesses que nous avons faites au sujet des ODD en tant que gouvernements ou acteurs non gouvernementaux.

3 Soutenir un environnement favorable à l'EAH pour réaliser les droits humains à l'eau et l'assainissement, pour attirer des financements supplémentaires et pour maximiser la rentabilité des financements existants. Pour y parvenir, il faudra :

- **Mener les réformes nécessaires** pour garantir les droits humains à l'eau et l'assainissement pour tous, en tout temps et en tout lieu ;
- **Améliorer les performances du secteur** pour attirer de nouveaux financements et utiliser les financements existants de façon efficace et efficiente ;
- **Renforcer la priorité accordée à un secteur de l'eau et de l'assainissement résilient face aux changements climatiques dans les budgets nationaux** et définir des stratégies de financement et des objectifs d'investissement favorables à un accès à l'eau et à l'assainissement durable, géré en toute sécurité et résilient ;
- **Présenter ces conclusions lors des principaux processus mondiaux** organisés en 2022 et 2023, tels que la COP27, le G20, la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 et la Réunion des ministres des finances 2023 de SWA.

Pour consulter le Document final complet de la RMS 2022, cliquez [ici](#).



Discours de clôture de la PDG de SWA

Il reste moins de huit ans au monde pour réaliser les objectifs de développement durable. Nous n'avons droit à aucune complaisance et le temps va rapidement nous manquer.

Cette réunion de ministres et d'experts organisée à Djakarta m'a toutefois redonné espoir. Elle nous a montré que nous avons devant nous de formidables occasions d'accélérer les progrès pour atteindre l'ODD 6 sur l'accès universel à l'eau et à l'assainissement ainsi que les autres ODD qui en dépendent. Pour y arriver, nous devons impérativement faire l'effort de travailler ensemble. Avant de quitter cette réunion, nous **devons** tous être pleinement conscients de la nécessité de mieux collaborer pour reconnaître et atteindre nos ambitions respectives. Nous devons travailler au-delà de nos secteurs et de nos ministères et tisser des liens avec ceux qui occupent les plus hauts niveaux de responsabilité.

Même si nous sommes conscients des difficultés qui existent dans de nombreux endroits et des revers que nous avons subis, nous sommes convaincus que les ODD sont à portée de main si nous abordons les huit années à venir avec un leadership solide, des réformes fortes pour le secteur et davantage d'efforts et d'investissements.

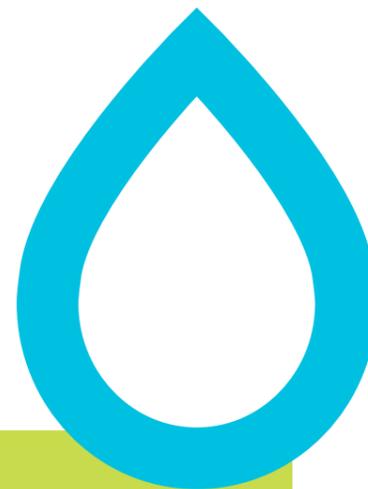
La RMS 2022 n'est pas un événement isolé. Elle est l'aboutissement de plusieurs mois de travail intense aux niveaux national, régional et mondial et elle s'intègre dans un dialogue politique continu. Au niveau national, les partenaires sont déjà à pied d'œuvre pour préparer les prochains événements. Je sais que les jalons posés lors de la RMS 2022 serviront à toutes les étapes qui nous mèneront jusqu'en 2030 : COP27, Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023 et, bien sûr, la prochaine réunion de haut niveau de SWA, programmée dans 18 mois.

Je tiens à chaleureusement vous remercier pour votre travail et pour les efforts colossaux que vous avez déployés afin de faire de cette RMS 2022 une réussite. Je suis toujours admirative face à la capacité de ces rassemblements à renforcer le dialogue et la collaboration et je voudrais exprimer toute ma gratitude envers ceux qui ont donné de leur temps et partagé leurs expériences, leurs connaissances et leurs plans dans le cadre du processus de la RMS. Un grand merci à tous.

Nous sommes un partenariat et à ce titre, notre collaboration va continuer. Nous nous engageons à renforcer encore davantage notre action collective, ainsi qu'à mettre en place un processus solide pour le suivi des engagements et des accords conclus par les ministres et les partenaires. Les discussions, les interactions entre pays et les connaissances partagées à l'occasion de la RMS sont une formidable source d'inspiration et d'encouragements. Nous devons à ceux qui sont **encore** privés d'accès à des services vitaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement de faire tout notre possible pour travailler ensemble et pour que nos promesses se transforment en actions dont nous pourrions véritablement être fiers.



Catarina de Albuquerque
Présidente-directrice
générale, Assainissement
et eau pour tous



Aperçu de la campagne mondiale de SWA...

Le lancement de la campagne **La justice commence ici** de SWA est programmé lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm, à la fin du mois d'août 2022.

Les représentants qui assistaient à la RMS 2022 ont pu avoir un aperçu de cette campagne, ses remarquables éléments visuels ayant été installés dans les toilettes du site. Les commentaires des partenaires ont été plus que positifs, notamment sur les liens que la campagne établit entre la sécurité et l'efficacité de l'EAH et la justice sociale.

Cette campagne réunira un ensemble d'outils de communication et est conçue comme une initiative flexible qui permettra à l'ensemble du secteur de montrer l'alignement et la coordination parmi les acteurs de l'eau et de l'assainissement. Les partenaires discutent à présent de la meilleure façon de l'inclure à leurs propres communications et de l'intégrer dans les prochains événements du secteur, tels que la Conférence de l'ONU sur l'eau de 2023.

Le lancement préliminaire du **microsite** a déjà eu lieu et toute personne peut s'y inscrire pour signaler son intérêt et participer.

Mieux avancer pour la reprise et la résilience

La RMS 2022 n'aurait pas été possible sans le soutien des principaux donateurs de SWA.



Nous remercions également chaleureusement pour leur contribution





RÉUNION DES MINISTRES DU SECTEUR

18-19 MAI 2022

JAKARTA



**SANITATION
AND WATER
FOR ALL**

Sanitation and Water for All (SWA)
633 Third Avenue, New York, NY 10017, USA
info@sanitationandwaterforall.org
www.sanitationandwaterforall.org
#SWAinAction